

Contribution BM 3.0 – CIJA

Méthodologie réalisée :

Le CIJA a voulu exprimer son diagnostic au travers du prisme de ses compétences, et faire émerger l'analyse de ses professionnels qui œuvrent sur différents champs sociétaux (emploi, vie quotidienne, sports, culture, numérique,...).

Pour ce faire, la méthode utilisée a été la suivante :

- remise du dossier définissant la démarche de la CUB aux collaborateurs, afin qu'ils analysent et prennent la mesure des enjeux de la commande.
- examen individuel par chaque salarié, réflexion personnelle.
- mise en commun lors d'une réunion plénière, foisonnement des idées et collecte désordonnée des pistes dégagées
- articulation, mise en architecture des éléments apportés par le directeur. Articulation cohérente selon de grandes thématiques.
- remise aux collaborateurs de cette première synthèse pour réaction et compléments attendus.
- réunion plénière avec prise en compte des réflexions et des modifications proposées.
- synthèse, réécriture d'un document finalisé.
- transmission

Liste des 12 enjeux identifiés à l'horizon 2030 sur la métropole bordelaise

1. Accompagner la mutation pour faire face à la grande attractivité de la CUB
 2. Une vision globale du développement :
 3. Une stratégie volontariste vers la périphérie
 4. Favoriser les déplacements doux :
 5. Démocratiser le numérique :
 6. La culture pour tous :
 7. Accompagner les pratiques sportives :
 8. La qualité de vie :
 9. Un logement adapté :
 10. La transmission, un vecteur social :
 11. Santé de proximité :
 12. Insertion et emploi
- **Accompagner la mutation pour faire face à la grande attractivité de la CUB** : qualité de vie, mutations demandées, images positive de l'agglomération et de son positionnement géographique, enjeu politique et financier visant l'accroissement démographique.

Ce souci du développement de la population ne doit pas entraîner comme corollaires l'apparition ou l'aggravation de problèmes : problèmes d'emploi, infrastructures adaptées, exclure les populations modestes des centres villes, et créer des ghettos. Il convient d'éviter la concentration des moyens dans l'hyper-centre avec ses loyers élevés, une bonne desserte des transports en commun, le confort de services de proximité.

...ce qui obligerait les populations en difficultés à s'excentrer toujours plus.

Eviter l'aggravation des fractures sociales et l'isolement renforcé des plus fragiles qui sont des pôles d'instabilités, d'insécurité, d'injustices.

Avoir comme axe directeur le souci de ne pas créer des inégalités supplémentaires, et de laisser émerger un territoire communautaire à 2 vitesses dans lequel les populations s'ignorerait.

- **Une vision globale du développement** : la CUB, c'est 27 communes. Il ne faut pas penser qu'aux plus importantes municipalités, Bordeaux, Mérignac, Pessac, ... mais envisager les impacts de ce développement en terme de déplacements de populations, de services, d'accessibilité...

Car sur le territoire communautaire existent également des villes semi-rurales. Celles-ci pourraient hériter des populations délogées des communes « plus centrales » du fait de la rénovation et de la cherté des loyers. Ce qui nuirait à une indispensable mixité sociale.

Renforcer la mixité sociale et produire des logements sociaux accessibles.

Accompagner le développement des infrastructures publiques nécessaires aux besoins des populations : écoles (essentiel pour lutter contre les classes surchargées), maisons de services, transports, parkings,...

Veiller à l'équilibre social des quartiers afin de ne pas créer plus de fractures entre les hommes, les cultures, les modes de vie...

Il convient d'éviter des quartiers « sanctuarisés », des espaces de la ville privilégiés, véritables « musées » regroupant des populations favorisées...

Exemple symptomatique : rupture nette de la rue Saint Catherine, traversée par le cours Victor Hugo, véritable ligne de fracture. Différences très nettes entre le côté Grand –Théâtre/côté Victoire.

- **Une stratégie volontariste vers la périphérie** : il conviendrait de donner une ampleur différente aux structures locales d'information et d'aide afin qu'une qualité de service puisse être accessible dans la proximité pour tous les habitants, en épargnant les déplacements vers la ville centre où elles sont généralement regroupées. Le droit d'accès doit être le même pour tous.

Le développement des services publics au niveau local est essentiel. Car malgré internet, qui n'est pas une solution mais un moyen, le contact et l'écoute restent toujours les meilleurs moyens de développer une approche humaine.

Souci d'atteindre toutes les populations dans une qualité de prestations et de services. Il faut garder et renforcer des pôles de ressources humaines dans la proximité.

Si les jeunes, et notamment les étudiants, bougent, beaucoup d'entre eux restent dans leurs quartiers. Et s'ils communiquent par le numérique, ils ne savent pas faire des recherches.

S'ils utilisent les réseaux sociaux, ils n'ont pas les informations qui leur permettent d'être citoyens.

Les jeunes les plus aisés sont relativement autonomes. Par contre, les publics en difficultés ont besoin d'un accueil direct, d'un accompagnement et recourent largement aux services de l'Information Jeunesse.

L'Information Jeunesse pourrait être un outil répondant à cette problématique :

- 20 structures de proximité sur les 27 communes de la CUB
- reconnue pour le professionnalisme de l'information et la qualité d'accueil et d'écoute
- s'adresse à tous les jeunes
- concerne toutes les thématiques sociétales : insertion, logement, initiatives, mobilité, sport et culture, éducation...
- cultive des partenariats avec tous les acteurs publics et associatifs (Pôle Emploi, CLLAJ, Missions locales...).

Propositions :

- renforcer la tête de réseau, le CIJA
- conforter le maillage territorial des BIJ et des PIJ sur la CUB
- ce réseau clairement identifié peut-être un élément structurant d'une politique d'aménagement de services de proximité.

En ce sens, l'Information Jeunesse peut être un véritable enjeu, car conjuguant rapports humains et nouvelles technologies, écoute et technicité de l'information, elle sait s'adapter à la diversité des publics reçus.

- **Favoriser les déplacements doux :**

Besoin de parkings de délestage afin de faciliter le désengorgement du centre.

Il faudrait permettre aux populations qui auront été déplacées vers la périphérie de se déplacer aisément : aides individuelles pour acquérir des vélos (bons d'achats nominatifs), meilleures connexions tram /bus, développement de la navette fluviale unissant la rive droite à la rive gauche.

Le souci est de ne pas léser les habitants de la périphérie face à l'accessibilité aux services publics, tout en valorisant une politique de transports modernes privilégiant les déplacements doux et soucieuse d'exploiter au mieux les ressources existant (chemin de fer de ceinture, fleuve, tram).

Plusieurs suggestions complémentaires :

- rotation de trams la nuit, toutes les heures. Cela satisferait à des conditions de sécurité et contribuerait à alléger les flux de voitures.
- développement confirmé des pistes cyclables.
- politique volontariste dans l'équipement de bornes pour les voitures électriques et primes à l'achat pour compenser le surcoût de ces dernières.
- communication autour du covoiturage et du site dédié initié par la CUB.
- bateaux navettes, de Bassens à Bouliac. Cette démarche répondrait sans doute mieux aujourd'hui à la demande du public, car les mentalités ont évolué depuis la précédente tentative.

- **Démocratiser le numérique :**

Il y a un manque de structures permettant la connectivité avec les moyens modernes de communication. Il y a une forte demande autour de services associés au numérique : impressions (relevés ASSEDIC,...), aide à l'inscription sur les sites, positionnement sur des concours administratifs,...

La problématique est de plusieurs ordres :

- ne pas aggraver la fracture numérique
- rendre des services qui peuvent être essentiels dans la vie quotidienne pour faire face à des démarches administratives
- valoriser l'image d'une agglomération autour des nouvelles technologies

Pour répondre à cette question :

- l'Information Jeunesse qui peut accompagner dans l'utilisation du web
- développement de bornes dans des structures d'accueil avec utilisation simple, accès sécurisés.
- formations sommaires avec outil pédagogique permettant l'utilisation d'internet.
- permettre la connexion avec Wifi sur tout le territoire communautaire.
- favoriser le télétravail (moins de déplacements, de frais, de perte de temps, affirmation écologique...).

- **La culture pour tous :**

Aider à l'uniformisation des politiques culturelles, car celle-ci varie d'une commune à l'autre (accès libre et gratuit aux musées pour les jeunes, prêts d'ouvrages...) et compenser la carence de lieux de répétition (musique, danse,...) en proposant des espaces de répétition pour des groupes, mais également mise à disposition d'espaces permettant la pratique individuelle.

Plusieurs aspects à prendre en compte :

- permettre l'accès de tous à la culture : Musées, bibliothèques,...
- fonder une politique volontariste autour de références humanistes, donner de nouveaux horizons aux usagers, compenser l'abondance du dématérialisé et du virtuel par une mise en lien directe, en misant sur la transmission orale et visuelle directe.
- favoriser l'expression individuelle d'une passion (musique): création de studios de répétition,...
- soutenir la diversité culturelle en aidant les petites associations source d'initiatives et de lien social.
- création d'une carte commune à tous les lieux culturels de la CUB, manifestant ainsi l'homogénéité d'une politique.
- développement d'un support d'information regroupant les événements culturels. Car la communication est actuellement défailante ou éparse.
- mise en place d'un grand événement culturel à l'échelle de l'agglomération.

- **Accompagner les pratiques sportives :**

Deux constats. Tout d'abord, il n'y a pas assez de lieux de pratique publics de sports, libres et gratuits. De plus, les jeunes ne veulent pas forcément faire partie d'un club.

Comme pour la culture, il conviendrait d'harmoniser les politiques sportives entre les 27 communes. Chacune a sa doctrine et ses propres tarifications (exemple : entrée des piscines).

Les antennes de Bordeaux Lac sont excentrées et peu commodes d'accès. Il faudrait répartir le sur le territoire communautaire des lieux que pourront s'approprier les jeunes, aussi bien à titre individuel ou collectif.

Le développement de la pratique sportive est essentiel :

- outil d'insertion, de prévention et de bien-être
- favorise le lien social et les relations intergénérationnelles
- création d'une carte commune pour les équipements du même type (piscines).
- favoriser la pratique du sport à l'école, c'est-à-dire en proposant du « vrai sport », c'est-à-dire du sport de plein air favorisant l'oxygénation, la dépense physique, la pratique collective.
- ouvrir les équipements des clubs aux écoles.
- inscrire de nombreux équipements dans la proximité.

- **La qualité de vie :**

Tout ce qui précède contribue à l'amélioration de la qualité de la vie et de la conscience d'appartenir à une entité collective qui affirme une cohérence de choix et un volontarisme politique : services publics de proximité, équipements sportifs et culturels,...

Il conviendrait de développer des espaces verts, des lieux de convivialité et de rencontres dans les quartiers (squares, bancs...).

Affirmer une unité de vue proche du quotidien des habitants qui, s'ils vivent demain dans une métropole d'1 million d'habitants, doivent s'y épanouir et ne pas tomber dans une solitude renforcée.

- la continuité de la politique de création de pistes cyclables devrait être affirmée.
- favoriser le relationnel et le partage : créations de jardins partagés concernant toutes les tranches d'âge, et pas seulement les enfants.
- démocratiser le prix de la visite fluviale afin de favoriser l'émergence d'un véritable tourisme fluvial. Ce qui permettrait d'exploiter la richesse naturelle de la Garonne.
- que le développement urbain s'accompagne systématiquement par la création d'espaces verts. Il faut maintenir et affirmer du vert dans la ville.

- **Un logement adapté :**

La question du logement est l'un des grands enjeux qui se présente à nous. Il est souvent vécu comme un problème insurmontable pour les jeunes. L'offre de logement doit mieux prendre en compte la qualité des postulants et la nécessité de créer un environnement propice aux échanges et à la solidarité.

Ainsi, de nombreux étudiants européens viennent pour des durées courtes. Or, il n'y a aucune offre adaptée à ce type de séjour. La question se pose aussi pour les apprentis en alternance.

L'augmentation de la durée de la vie va entraîner la cohabitation de plusieurs types de publics : les personnes âgées seront aux côtés des jeunes, de familles monoparentales, de familles nombreuses... Il serait souhaitable d'anticiper et de favoriser la mise en harmonie de ce nouveau « vivre ensemble » par la création d'équipements permettant des moments de partage.

Répondre aux jeunes en situation de stages ou d'alternance qui ne trouvent pas de logement et pour lesquels il s'agit là d'un enjeu financier d'importance, prendre en compte le développement des seniors et plus... font partie des grandes questions qui nécessitent une anticipation exigeant diagnostic technique et préoccupations humaines.

Quelques pistes de réflexion :

- développer des foyers d'hébergement de courtes durées
- favoriser l'émergence de logements sociaux avec location à la semaine ou au mois.
- création de services communs (buanderies, internet, espaces de convivialité...) par la mise en œuvre d'espaces accessibles à tous, ce qui favoriserait le mélange des publics (âges, milieux sociaux...), et le lien entre les générations.

- initier l'émergence de colocations pour personnes âgées.
- augmenter les FJT (exemple : sur la CUB, il y a 2,3 places en FJT pour 1000 jeunes. Au niveau national, ce chiffre est de 3,3...).

- **La transmission, un vecteur social :**

De la crèche à la RPA, ce sont des styles de vie, des humanités, des savoirs et des espérances qui se croisent et qui utilisent les services publics développés par les pouvoirs publics.

Une véritable ambition visant à favoriser le lien intergénérationnel, véritable opportunité et source d'enrichissement pour les plus jeunes, et reconsidération pour les plus âgés. Liens basés sur les échanges, confortant le respect et la reconnaissance : narrer le vécu / initiation à internet, conseils / petits services à domicile...

Parler du lien social et disserter sans fin est chose aisée mais il convient de vite dépasser cette première étape.

Réfléchir et mettre en œuvre une politique confortant la compréhension entre les générations doit répondre à une exigence pour demain, affichée par une entité qui porte et impulse au niveau de chaque commune une démarche sociale permettant le décloisonnement.

Les nouveaux retraités sont une richesse pour les jeunes qui peuvent ainsi bénéficier du savoir et de l'expérience des plus avertis. L'encouragement de la vie associative animée de ces objectifs pourrait être un élément de réponse (exemple : l'association ACT - Accompagner, Conduire, Transmettre-, qui permet aux jeunes de s'entraîner aux entretiens d'embauche avec d'anciens responsables de la vie économique et sociale).

- **Santé de proximité :**

Des unités de premiers conseils seraient nécessaires au regard de l'encombrement des services d'Urgence.

Où aller pour des questions de base : intoxications médicamenteuses, confirmation d'une posologie, mal être...

Le monde associatif peut être mobilisé sur ce chantier.

Il y a de plus en plus de demandes exprimant des mal être. On ne sait qui aller voir, car ce n'est pas du ressort des structures traditionnelles de santé. La création de « Maisons de la Santé » avec médecins généralistes, infirmières... serait nécessaire.

Dans le domaine de la précarité, il y a une cruelle insuffisance des structures d'accueil. Il conviendrait de les renforcer en prévoyant des zones de mixages lors de moments forts de la vie sociale (repas). Les équipements inutilisés des casernes présentent des potentialités intéressantes.

- **Insertion et emploi**

Il convient d'éviter le cercle vicieux de l'attractivité de la CUB qui, dans le cadre de son développement démographique, va attirer de nombreux jeunes. Vont alors être plus aigus les problèmes de transport, d'emploi, de logement. Tout est lié.

La nécessité d'une écoute et d'un accompagnement sera de plus en plus grande. Il faudrait mettre en place des structures de services dans la proximité.

Ecoute et présence renforcées afin de briser la fatalité de l'échec et la spirale des déconvenues :

- structures de services : savoir faire un CV, lutte contre l'illettrisme
- réponse à l'immédiateté de situations de détresse (écrivain public pour documents administratifs et démarches envers les institutions,...).
- formation pour accompagner les publics confrontés à l'illettrisme. Actuellement, interviennent soit des préparations privées (onéreuses), ou l'intervention de petites associations de quartier (qualité inégale).
- pour les dispositifs sociaux existant actuellement, il faut être envoyé par un prescripteur. Des structures d'accueil de proximité répondraient à un fort besoin social.

*

* *